

TA/YY/KR

REPUBLIQUE DE CÔTE
D'IVOIRE

COUR D'APPEL DE
COMMERCE D'ABIDJAN

TRIBUNAL DE COMMERCE
D'ABIDJAN

RG N°1089/2019

JUGEMENT
CONTRADICTOIRE du
20/06/2019

Affaire

**La Société Cotonnière des
Savanes, Société en
liquidation par abréviation
SICOSA Liquidation**

(Cabinet COULIBALY Soungalo)

Contre

**La Société I COTONI DEL
FIRELLO Côte d'Ivoire**

(le Cabinet de Maître KONE
Elie)

DECISION :

Contradictoire

Rejette la fin de non recevoir tirée
du défaut de qualité à défendre;

Déclare recevable l'action de la
société cotonnière des savanes,
société en liquidation par
abréviation SICOSA Liquidation ;

L'y dit cependant mal fondée ;

L'en déboute;

La condamne aux dépens de
l'instance.

AUDIENCE PUBLIQUE ORDINAIRE DU 20 JUIN 2019

Le Tribunal de Commerce d'Abidjan, en son audience publique ordinaire du jeudi vingt juin de l'an deux mil dix-neuf tenue au siège dudit Tribunal, à laquelle siégeaient :

Madame **TOURE AMINATA épouse TOURE**, Président du Tribunal ;

Messieurs **N'GUESSAN BODO JEAN CYRILLE**, **YAO YAO JULES**, **DAGO ISIDORE**, **KADJO-WOGNIN GEORGES ETIENNE**, **DICOH BALAMINE**, **TRAZIE BI VANIE EVARISTE**, Assesseurs ;

Avec l'assistance de **Maître KODJANE MARIE-LAURE épouse NANOU**, Greffier ;

A rendu le jugement dont la teneur suit dans la cause entre :

La Société Cotonnière des Savanes, Société en liquidation par abréviation SICOSA Liquidation, Société Anonyme au Capital de 2 000 000 000 FCFA, immatriculée au Registre de Commerce et du Crédit Mobilier sous le numéro CI-ABJ-2001-B-268015 Abidjan, avec pour Siège Abidjan-Plateau, Rue du Commerce, Immeuble Ebrien, rez-de-chaussée, 17 BP 457 Abidjan 17, agissant aux poursuites et diligences de son liquidateur amiable, **Monsieur OUATTARA Nouho, Expert-Comptable Diplômé**, de Nationalité Ivoirienne, Associé-Gérant du Cabinet Décisions-Performances-Conseils (DPC), demeurant au siège dudit Cabinet sis à Abidjan-Cocody les Deux Plateau 8ème Tranche-Djibi Avenue SIPIM, 01 BP 757 Abidjan 01 ;

Demanderesse représentée par le **Cabinet COULIBALY Soungalo**, Cabinet d'Avocats à la Cour d'Appel d'Abidjan, y demeurant Abidjan-Plateau, Indenié, Rue Toussaint Louverture, derrière la Polyclinique Indenié, Immeuble N'GALIEMA Resort Club, au Rez-de-chaussée, Porte A2, 04 BP 2192 Abidjan 04, Tél: 20 22 73 54, Fax: 20 22 72 33, soung.coul@aviso.ci ;

d'une part ;

Et

La Société I COTONI DEL FIRELLO Côte d'Ivoire, Sarl, au Capital de 2 673 820 000, dont le Siège Social est sis à Abidjan dans la Commune de Cocody, Les II Plateaux, Immeuble Koryhafou, 01 BP 12 437 Abidjan 01, RCCM d'Abidjan numéro :



11/11/12 en n° 1

CI-ABJ-2010-B-5650 du 13 Septembre 2010, prise en la
Personne de son Gérant ;

Défenderesse représentée par le **Cabinet de Maître KONE Elie**,
Avocat à la Cour d'Appel d'Abidjan, y demeurant Abidjan-Cocody-
les-Deux-Plateaux, SOCOCE-SIDECI-Carrefour SIB-Rue K 113-
Villa 155-08 BP 2741 Abidjan 08, Tél: 22 41 59 25/ 22 41 59 26,
Fax: 22 52 54 03, Cél: 08 89 18 52, Email : avocat@eka.ci ;

D'autre part ;

Vu le jugement avant dire droit en date du 18 avril 2019, le tribunal
a renvoyé la cause et les parties à l'audience du 02 mai 2019;

Une instruction a été ordonnée et confiée au juge KOFFI YAO ;

La mise en état a fait l'objet d'une ordonnance de clôture et la
cause a été renvoyée au 06 juin 2019 pour le retour après
instruction ;

Appelée le 06 juin 2019, l'affaire étant en état d'être jugée, a été
mise en délibéré pour décision être rendue le 20 juin 2019 ;

Le tribunal, vidant sa saisine a rendu la décision dont la teneur
suit :

LE TRIBUNAL

Vu les pièces du dossier ;

Où les parties en leurs fins, demandes et conclusions ;

Et après en avoir délibéré conformément à la loi ;

FAITS, PROCEDURE, PRETENTIONS ET MOYENS DES PARTIES

Par décision avant dire droit en date du 18 Avril 2019, le Tribunal
de Céans statuant publiquement, contradictoirement et en
premier ressort a:

Rejeté la fin de non recevoir tirée du défaut de tentative de
règlement amiable soulevée par la société I COTONI DEL
FIRELLO et a en conséquence déclaré recevable l'action de la
société cotonnière des savanes, société en liquidation par
abréviation SICOSA liquidation puis a ordonné la poursuite de la
procédure et renvoyé les parties et la cause à l'audience du 25
Avril 2019, a enfin réservé les dépens;

Dans ses conclusions additionnelles, la société I COTONI DEL
FERELLO CI plaide par le canal de son Conseil, le Cabinet EKA,
l'irrecevabilité de l'action pour défaut de qualité;

Elle fait valoir sur le fondement de l'article 3 du code de procédure civile, commerciale et administrative que l'action n'est recevable que si le demandeur a la qualité pour agir en justice;

Elle soutient que cette qualité est exigée tant dans la personne du demandeur que dans celle du défendeur;

Elle soutient également que les pièces de rechange dont le prix est réclamé par la société SICOSA, sont stockés dans l'unité de production de la société SICOSA2.0, société commerciale distincte de la I COTONI DEL FERELLO CI, visée par l'acte d'assignation;

Elle fait valoir en outre que les courriers émanant de la SICOSA liquidation sont toutes adressés à la SICOSA 2.0 et en conclut qu'elle est tiers à l'action de sorte que ladite action doit être déclarée irrecevable;

Sur le fond, la société I COTONI DEL FERELLO CI estime d'une part que la demanderesse ne fait pas la preuve d'un contrat existant entre les deux sociétés sur le fondement de l'article 1315 du code civil et d'autre part que les correspondances de cette dernière étant toutes adressées à la société SICOSA2.0, elle est fondée à demander au tribunal de la débouter de sa demande en paiement;

Elle soutient enfin que le Conseil de la société SICOSA 2.0, dans sa réponse aux courriers de la demanderesse, a invité cette dernière par courrier du 04 Décembre 2018, à récupérer le matériel litigieux;

DES MOTIFS

En la forme

Sur le caractère de la décision

La société I COTONI DEL FERELLO CI a été assignée à son siège social;

Il sied de statuer par décision contradictoire;

Sur le taux du ressort

L'article 10 de la loi n°2016-1110 du 08 décembre 2016 portant création, organisation et fonctionnement des juridictions de commerce dispose que : « *Les Tribunaux de commerce statuent :*

- en premier ressort sur toutes les demandes dont l'intérêt du litige est supérieur à vingt-cinq millions de francs ou est indéterminé.

- en premier et dernier ressort sur toutes les demandes dont l'intérêt du litige n'excède pas vingt-cinq millions de francs ».

En l'espèce, la société SICOSA liquidation sollicite la condamnation de la société I COTONI DEL FERELLO à lui payer la somme de 612.582.665FCFA;

Ainsi, le taux du litige est supérieur à vingt cinq millions de francs;
Il sied de statuer en premier ressort;

Sur la fin de non recevoir soulevée

La société I COTONI DEL FERELLO excipe de l'irrecevabilité de l'action pour défaut de qualité à défendre en justice;

Elle fait valoir d'une part que l'unité de production industrielle, au sein de laquelle sont stockés les pièces litigieuses est la propriété de la société SICOSA2.0, société commerciale jouissant d'une personnalité juridique distincte de la sienne, d'autre part que les courriers émanant de la demanderesse et sur lesquels, la demande est fondée, sont tous adressés à la SICOSA2.0, preuve qu'elle est tiers dans les rapports entre la demanderesse et SICOSA2.0;

Il ressort de l'article 3 du code de procédure civile, commerciale et administrative que *«L'action n'est recevable que si le demandeur :*

- justifie d'un intérêt légitime juridiquement protégé direct et personnel ;*
- a la qualité pour agir en justice ;*
- possède la capacité d'agir en justice».*

Il suit de ce texte que les parties à l'instance doivent avoir qualité à agir ou à défendre en justice, cette qualité s'apprécie tant dans la personne du demandeur que dans celle du défendeur;

Selon une jurisprudence constante, la fin de non-recevoir tirée du défaut de qualité est d'ordre public et peut, par conséquent, être soulevée à tout moment de la procédure, même pour la première fois en cause d'appel;

Dès lors, le Tribunal qui a déjà statué sur une fin de non recevoir tirée du défaut de tentative de règlement amiable préalable, est fondé à statuer à nouveau, relativement à irrecevabilité fondée sur le défaut de qualité à défendre;

Sur ce point, il ressort des pièces du dossier que la SICOSA, société en liquidation, a cédé son unité industrielle sise à Korhogo à la défenderesse, suite à un protocole d'accord daté du 3 Novembre 2014 dont l'article 2 énumère les biens cédés à l'acquéreur;

La société I COTONI DEL FERELLO prétend être tiers à l'action motif pris de ce que le matériel réclamé est en la possession de

la société SICOSA 2.0, et que les courriers qui fondent la demande sont tous adressés à cette dernière;

Toutefois, aucun élément du dossier ne permet d'établir un rapport juridique entre les deux sociétés SICOSA et SICOSA2.0 en vertu duquel, le matériel de rechange réclamé, s'est trouvé en possession de cette dernière;

De même, elle prétend que la SICOSA2.0 est une personne morale distincte d'elle, mais elle ne conteste pas, avoir créé cette dernière comme le soutient la demanderesse, de sorte que, s'il n'est pas établi que les deux sociétés constituent la même personne morale, il existe à tout le moins, des relations juridiques entre elles grâce auxquelles le matériel litigieux est entré en possession de la SICOSA 2.0;

Il ressort de tout ce qui précède que la société I COTONI DEL FERRELO n'est pas tiers à l'action contrairement à ses allégations;

Dans ces conditions, il sied de rejeter la fin de non recevoir tirée du défaut de qualité à agir et de déclarer l'action recevable;

Au fond

Sur le paiement de la somme de 612.582.665FCFA

La société SICOSA sollicite la condamnation de la défenderesse à lui payer la somme de 612.582.665FCFA motif pris de ce que, le silence gardé à la suite de l'offre de paiement qui lui est faite vaut acceptation de ladite offre;

Aux termes de l'article 243 de l'acte uniforme sur le droit commercial général *«L'offre doit être acceptée dans le délai stipulé par l'auteur de l'offre ou, à défaut d'une telle stipulation, dans un délai raisonnable, compte tenu des circonstances, notamment de la rapidité des moyens de communication utilisés par l'auteur de l'offre. Une offre verbale doit être acceptée immédiatement, à moins que les circonstances n'indiquent le contraire ;*

Constitue une acceptation, toute déclaration ou autre comportement du destinataire indiquant qu'il acquiesce à l'offre. Le silence ou l'inaction ne peut à lui seul valoir acceptation» ;

Il suit de ce texte qu'en dehors de toute autre circonstance, tenant entre autres, aux relations d'affaires antérieures entre les parties, le silence du destinataire de l'offre ne peut valoir acceptation;

En l'espèce, la société SICOSA reproche à la défenderesse d'avoir gardé le silence face à son offre, mais sur ce point, le Tribunal note d'une part, que tous ses courriers contenant l'offre de vente du matériel de rechange, sont adressés à la SICOSA2.0,

d'autre part, que le conseil de cette dernière, Maître ELIE KONE a, par courrier en date du 04 Décembre 2018 produit au dossier, invité la demanderesse à enlever le matériel de rechange litigieux;

La société SICOSA n'ayant pas contesté le contenu de ce courrier, il y a lieu de dire que le matériel de rechange litigieux n'est pas détenu par la défenderesse mais plutôt par la SICOSA 2.0 qui du reste, n'a pas gardé le silence face à l'offre de vente de la demanderesse contrairement à ce que prétend cette dernière;

Il résulte donc de tout ce qui précède que le moyen tiré du silence gardé par la défenderesse à l'offre de vente du matériel de rechange, est inopérant de sorte qu'il sied de le rejeter et de débouter la société cotonnière des savanes, société en liquidation par abréviation SICOSA de sa demande en paiement de la somme de 612.582.665FCFA, la preuve de ladite créance à l'égard et de la défenderesse n'étant pas rapportée ;

Sur les dépens

La société SICOSA Liquidation succombe à l'instance;

Il sied de la condamner aux dépens;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement et en premier ressort ;

Rejette la fin de non recevoir tirée du défaut de qualité à défendre;

Déclare recevable l'action de la société cotonnière des savanes, société en liquidation par abréviation SICOSA Liquidation ;

L'y dit cependant mal fondée ;

L'en déboute;

La condamne aux dépens de l'instance.

Ainsi fait, jugé et prononcé publiquement les jours, mois et an que dessus.

ET ONT SIGNE LE PRESIDENT ET LE GREFFIER.



[Handwritten signature of the President]

[Handwritten signature of the Greffier]

N° 0339763
D.F: 18.000 francs
ENREGISTRE AU PLATEAU
16 SEP 2019
REGISTRE A J. Vol. 45 F° 69
N° 1440 Bord. 5361 63
REÇU : Dix huit mille francs
Le Chef du Domaine, de
l'Enregistrement et du Timbre